



Toulouse, le 5 septembre 2025

Madame CAROLE DELGA
Présidente du Conseil Régional Occitanie

22 boulevard du Maréchal Juin 31406
Toulouse Cedex 9

Copie : DGS- DGD
Mesdames Cécile VEDEL et Sophie CHOMET

Objet : Préavis de grève pour la période du 10 septembre au 30 septembre 2025 (inclus) couvrant l'ensemble des agents du Conseil Régional Occitanie.

Madame la Présidente du Conseil Régional Occitanie,

Appuyé sur le discours alarmiste d'une hypothétique « banqueroute » de l'État français, le Premier ministre François BAYROU a présenté cet été les premières orientations du Budget 2026. Ce dernier prévoit une réduction drastique des dépenses publiques, à hauteur de 44 milliards d'euros.

Sans surprise, ce sont une fois de plus les travailleuses et travailleurs, les plus précaires, les retraité·es et les malades qui seront mis à contribution, à travers une série de mesures brutales :

- Attaques contre le droit du travail,
- Suppression de deux jours fériés,
- Réductions dans les services publics et gel du point d'indice,
- Remise en cause de la 5e semaine de congés payés.
- Gel des prestations sociales,
- Nouvelle réforme de l'assurance chômage,
- Doublement des franchises médicales.

Face à ces choix injustes, le syndicat CGT s'y opposera avec la plus grande fermeté.

Contrairement aux dogmes de la pensée « libérale », nous affirmons que la dette publique et le déficit peuvent être réduits par une contribution accrue de ceux qui, depuis des années, sont épargnés voire favorisés :

- Les grandes entreprises qui bénéficient chaque année de centaines de milliards d'euros d'aides publiques sans conditions ni contrôle,
- Les actionnaires, abondamment rémunérés en dividendes,
- Les hauts revenus, spécialistes de l'optimisation fiscale.

Dans ce contexte, alors que le pouvoir d'achat des ménages continue de s'éroder, les fonctionnaires sont injustement stigmatisés. Certains partis politiques envisagent même de supprimer le statut de la fonction publique dans leurs programmes pour la prochaine élection présidentielle.

La CGT réaffirme son attachement à un service public de qualité, fondé sur le respect des agents et une juste reconnaissance de leur engagement.

Nous sollicitons votre soutien pour :

- **Une revalorisation significative du point d'indice**, porté à 6 € pour tous les fonctionnaires ;
- **Une refonte des grilles indiciaires** permettant un réel déroulement de carrière ;
- **Une augmentation des régimes indemnitaires et des pensions de retraite ;**
- **L'égalité salariale**, génératrice de 6 milliards d'euros de cotisations supplémentaires pour notre système de protection sociale ;
- **L'abrogation de la loi du 6 août 2019** (dite « transformation de la Fonction publique ») et **l'annulation de la contre-réforme des retraites**, avec un retour à 40 annuités de cotisations au lieu des 43 actuelles ;
- **L'arrêt des coupes dans les dotations des collectivités locales**, pour garantir des services publics de proximité, accessibles et dotés de moyens humains ;
- **Le maintien de la rémunération à 100 % en cas d'arrêt maladie** et la **suppression du jour de carence** ;
- **Le rétablissement de la GIPA** (garantie individuelle du pouvoir d'achat).

Au niveau régional : des attentes fortes des agents de la Région Occitanie :

Les agent·es du Conseil Régional Occitanie expriment aujourd'hui un besoin légitime de reconnaissance de leur travail et de leurs missions. Dans la perspective du Budget 2026, le syndicat CGT du Conseil Régional Occitanie porte un ensemble d'exigences concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et de rémunération :

- **Finalisation du RIFSEEP ARL** dans les meilleurs délais ;
- **Augmentation significative du taux d'avancements de grade et de promotions internes** pour l'année 2026 ;
- **Revalorisation de la subvention attribuée au COS.**

Préavis de grève

Pour l'ensemble de ces raisons, le syndicat CGT Conseil Régional Occitanie dépose un **préavis de grève couvrant la période du 10 septembre au 30 septembre 2025 inclus**, pour l'ensemble des agent·es du Conseil Régional Occitanie.

Nous restons pleinement disponibles pour l'ouverture d'un dialogue permettant de répondre concrètement aux attentes des agent·es.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de notre considération.

Laurent BLASCO
Secrétaire Général

